

Stratégie et plan d'action contre le SIDA – Un service de l'ONUSIDA

Plan de travail intégré, 2008-2009



Stratégie et plan d'action contre le SIDA (**ASAP**) - Un service de l'**ONUSIDA**

Plan de travail intégré 2008-2009

Résumé

Le présent Plan de travail intégré du service ASAP présente les orientations opérationnelles du service pour la période 2008-2009 concernant la stratégie et le plan d'action contre le SIDA de l'ONUSIDA. Après un rappel historique concernant le service, il décrit son fonctionnement et ses réalisations à ce jour, notamment l'exécution de 15 évaluations par les pairs, l'offre d'un soutien technique à 29 pays, la mise au point de quatre outils techniques à l'intention des états, de même que le lancement d'un programme de renforcement des capacités auquel des équipes issues de 30 pays ont participé au cours de l'année 2007.

Le présent document contient également les conclusions de l'évaluation du service, qui ont révélé que :

- L'ASAP a généralement tenu les engagements énoncés dans son plan de travail intégré 2006-2007 quant aux aspects qualitatifs et quantitatifs de ses actions dans le respect des principes de mise en œuvre convenus.
- L'ASAP est à même de satisfaire aux objectifs quantitatifs quant au soutien technique, à la mise au point d'outils et au renforcement des capacités.
- La proportion de soutien technique a davantage privilégié la planification stratégique au sens large comparée à la planification d'action témoignant de la demande relativement faible adressée à l'ASAP pour cette dernière jusqu'à présent.
- Les résultats du service ASAP ont été bons, notamment les évaluations par les pairs, l'outil d'auto évaluation et l'effort de planification en vue du programme de renforcement des capacités.
- L'évaluation a fait observer qu'il n'était pas possible d'évaluer l'impact du service sur la qualité de la planification stratégique et la planification d'action à ce stade encore précoce du programme.
- Enfin, l'évaluation a signalé que le service ASAP ayant d'ores et déjà affecté l'intégralité des concours financiers requis pour le renforcement des capacités et le programme MENA, il existe suffisamment de financements disponibles pour faire face à de nouvelles requêtes provenant des états jusqu'à la fin du deuxième trimestre de 2008.

Ces constatations et questions connexes¹ ont été abordées lors des rencontres du groupe consultatif ASAP ONUSIDA à New York (24 octobre 2007) et celles du Groupe

¹ Notamment le rôle du service ASAP dans le contexte, plus vaste, des prestataires mondiaux d'assistance technique aux fins de planification de stratégie et d'action de lutte contre le SIDA et l'idée selon laquelle, l'ASAP contribue à simplifier la démarche des pays dans leurs efforts de planification.

consultatif technique ASAP au Caire (29-30 octobre 2007). La directive générale à l'issue des deux réunions souhaitait que le Service :

- s'attache désormais à caler ses rôles et ses principes de fonctionnement sur l'évolution de l'environnement mondial (transition du financement de projet au financement de programme) et l'accroissement des besoins des pays ; et,
- qu'il veille à **élargir** et à approfondir la portée de ses prestations tout en **modulant** son modus operandi afin d'accroître sa capacité de réaction face aux besoins des pays.

Plus précisément, cet avant-projet de plan de travail intégré 2008-2009 rend compte de la nécessité pour l'ASAP d'accorder une plus grande attention à la planification d'action, d'élargir les groupes ciblés par ses stages de renforcement des capacités, d'offrir de plus grandes possibilités au coparrainage de ses actions tout en prenant des mesures pour garantir un contrôle de la qualité. Réaliser ces objectifs supposera des apports financiers supplémentaires, aussi deux scénarios de financement sont-ils proposés :

Un **scénario de référence** tablant sur un montant de 10,6 millions de dollars sur deux ans, s'appuie sur l'hypothèse que la demande de service adressée à l'ASAP demeurera stable, soit 25 pays par an, et ne prévoit qu'une faible augmentation du montant alloué par pays (passant des 86.000 dollars actuels à 100.000 dollars) pour rehausser la qualité. Il faudra compter en conséquence sur 4 millions de dollars provenant du budget et plan de travail unifié (UBW) de l'ONUSIDA et un supplément de 600.000 dollars au titre des fonds fiduciaires pour compléter les apports déjà garantis. En outre, la somme de 6 millions de dollars sera obtenue au titre du budget unifié de l'ONUSIDA.

Un **scénario renforcé** tablant sur un montant de 13,6 millions de dollars prévoit également une demande relativement stable de pays demandant des services. En revanche, il ferait passer à 135.000 dollars le soutien par pays pour permettre une plus longue intervention de l'ASAP qui permettrait de promouvoir l'intégration de la planification de la stratégie et de la planification d'action, d'intensifier le renforcement de capacités et le transfert de savoir-faire dans le cadre de chaque opération de soutien dans les pays, de proposer davantage d'incitations aux groupes responsables de l'évaluation par les pairs et d'élargir le volant des candidats à une formation pour qu'ils comprennent les représentants du secteur associatif, le personnel et les consultants de l'ONUSIDA tout en étendant le programme de formation 2009 afin d'accroître le partage et l'échange de connaissances. Une demande de 8 millions de dollars sera présentée au titre du budget unifié de l'ONUSIDA. Quel que soit le scénario suivi, nous ne prévoyons pas de changement important dans la dotation en personnel de GHAP de même que nous ne prenons pas en compte, dans l'un et l'autre cas, le potentiel d'augmentation de la demande lié à la décision à moyen terme du Fonds mondial de recevoir des demandes de financement sur la base des stratégies nationales et des plans d'action.

La prochaine évaluation du service ASAP, qui se concentrera sur les résultats de celui-ci, interviendra vers le milieu de l'année 2009.

1. Contexte

Le mandat du service ASAP. Le service de Stratégie et plan d'action contre le SIDA de l'ONUSIDA est né d'une recommandation de la cellule mondiale de réflexion (GTT)¹² visant : (i) à aider les pays à renforcer leurs stratégies et leurs plans d'action nationaux de lutte dans le cadre de l'objectif de l'accès universel à la prévention, au traitement et à la prise en charge ; (ii) à faciliter le passage du soutien de projet au soutien de programme ; (iii) à améliorer l'alignement, la coordination et l'harmonisation entre bailleurs de fonds dans le cadre des « trois principes en action » ; (iv) et, compte tenu de la meilleure appréhension des diverses manifestations de l'épidémie de VIH/SIDA, à favoriser des réactions nationales davantage différenciées, soigneusement ciblées et classées par priorité.

La GTT s'est donné pour **buts** : (i) d'aider 15 pays sur une période de deux ans à renforcer leurs stratégies de lutte contre le VIH/SIDA et 28 pays à mettre en place des plans d'action annuels améliorés, et (ii) d'arrêter un ensemble de normes et critères internationalement agréés pour les priorités annuelles des plans d'action contre le SIDA ainsi qu'un outil de style fiche de résultats dont les pays peuvent se servir pour l'auto évaluation des plans. La GTT a en outre décidé que :

"L'ONUSIDA appuie la mise au point de stratégies nationales et de plans d'action contre le SIDA plus focalisés, organisés, fondés sur des données probantes, renforcés par la création au sein de la Banque mondiale d'un programme global d'assistance technique, l'ASAP. S'appuyant sur la collaboration entre la Banque mondiale, le PNUD et le Secrétariat de l'ONUSIDA, le service ASAP comptera sur un groupe consultatif réunissant des représentants des pays bailleurs de fonds et pays bénéficiaires, un groupe consultatif technique et une équipe clé d'administration et de gestion chargée de coordonner l'assistance opérationnelle, les relations entre bailleurs de fonds et la diffusion de l'information. Appel sera fait aux spécialistes du SIDA au sein des organisations de l'ONUSIDA, des institutions autres que celles des Nations Unies, ainsi qu'à ses consultants locaux et internationaux pour lancer des opérations au niveau régional comme à celui des pays."

Création du service ASAP. C'est en janvier 2006, en Thaïlande, que le premier plan de travail intégré a été mis en forme par un petit groupe consultatif technique d'autorités internationales réputées en matière de planification stratégique, d'experts mondiaux du VIH/SIDA et de responsables et directeurs de programme de plusieurs pays. Le groupe consultatif avait alors insisté pour que le service soit établi afin d'offrir un centre d'information polyvalent auprès duquel les pays pourraient rechercher conseil et appui de manière à : (i) renforcer leurs stratégies et les rendre davantage fondées sur des données probantes, classées par priorités, assorties de leur coût et pouvant être mises à exécution effectivement et efficacement ; (ii) mettre au point des programmes d'action permettant

¹² La GTT, cellule mondiale de réflexion chargée d'améliorer la coordination en matière de lutte contre le SIDA entre institutions multilatérales et bailleurs de fonds internationaux.

³ L'OIT, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS ont également été signalées comme autant d'institutions partenaires au sein de l'ONUSIDA.

une transition de la stratégie à la mise en œuvre ; (iii) renforcer les capacités et (iv) développer des outils, partager des connaissances et promouvoir la coordination et l'harmonisation dans la planification stratégique.

Les principes de mise en œuvre de l'ASAP doivent être : (i) régis par la demande, (ii) souples dans leur application ; (iii) ponctuels ; (iv) consultatifs ; et (v), reposer sur une structure et gouvernance "légères" comptant sur des moyens existants, personnel de l'ONUSIDA et des organismes de coparrainage compris, plutôt que de donner lieu à une nouvelle bureaucratie. Le groupe consultatif a défini tout un ensemble possible de services et modes d'intervention pour l'ASAP.

Après la réunion du groupe consultatif technique en Thaïlande, les mesures suivantes ont été arrêtées de manière à permettre aux principales parties prenantes du secteur public et du secteur associatif parmi les bailleurs de fonds et partenaires comme au sein du système des Nations Unies de revoir, réviser et compléter le plan de travail intégré de l'ASAP afin qu'il soit régi par la demande des pays, qu'il devienne un service géré mondialement et qu'il soit mieux aligné sur l'Initiative d'accès universel et autres activités envisagées par la GTT :

- La planification du service ASAP a été alignée sur l'accès universel au cours d'entretiens avec le Secrétariat de l'ONUSIDA lors de la présentation du modèle fonctionnel en mars 2006, à l'occasion de la réunion de Comité directeur de l'accès universel. Le plan de travail de l'ASAP a été aligné sur l'intervention du Secrétariat de l'ONUSIDA au niveau des pays et sur la tâche de la GTT, menée par le PNUD, consistant à intégrer la lutte contre le VIH/SIDA dans les stratégies de réduction de la pauvreté.
- Le projet d'outil d'autoévaluation des stratégies de lutte contre le VIH/SIDA a été parachevé en mars 2006 et passé en revue avec les principales parties prenantes en avril- mai 2006 avant d'être révisé.
- Le plan de travail intégré du service ASAP a été négocié avec les coparrains de l'ONUSIDA en février-mars 2006 ainsi qu'avec d'autres parties prenantes –clé, en avril-mai 2006, puis lors de la première réunion avec les dispositifs d'appui technique (TSF) en août 2006.
- Les mobilisations de capitaux pour le plan de travail dans l'optique de la mise en œuvre des recommandations de la GTT ont pris fin aux alentours de mai 2006.
- Le service ASAP a débuté son pilotage des activités régies par la demande pour tester ses instruments et modes d'intervention en juin 2006.

2. Les structures de la gouvernance

Les structures de la gouvernance du service mises en place après la réunion de Thaïlande ont constitué d'importantes sources d'orientation et de soutien pendant la première année de fonctionnement de l'ASAP.

Groupe consultatif ONUSIDA-ASAP:

- Ce groupe rassemble les principaux partenaires de la division du travail ONUSIDA à l'appui de la stratégie (OIT, PNUD, UNESCO, UNICEF, OMS, Secrétariat de l'ONUSIDA et Banque mondiale) ainsi que le président du Comité de parrainage de l'ONUSIDA (CCO). Il a pour objet de fournir une orientation générale systématique aux opérations de l'ASAP exécutées par ses principaux partenaires ONUSIDA. Sa première réunion a eu lieu à Genève en février 2007, et la seconde, le 24 octobre 2007 à New York. Un sous-groupe s'est également concerté par téléconférence en mars 2007 afin d'arrêter les attributions du Groupe Consultatif et discuter du projet d'évaluation externe de la première année de fonctionnement du Service.

Groupe consultatif technique du service ASAP :

- Ce groupe est composé de représentants du secteur associatif, du secteur privé, de bailleurs de fonds, d'institutions spécialisées des Nations Unies et d'experts internationaux. Il s'est réuni la première fois en Thaïlande pour aborder la question des critères de bonnes stratégies nationales et parler des points forts et faibles communs aux stratégies existantes, de manière à définir un éventail de services que l'ASAP pourrait proposer dans le cadre des opérations régies par la demande, et passer en revue la gamme d'outils et de ressources disponibles afin d'éviter les doublons. Le secrétariat du Service a régulièrement consulté le Groupe consultatif technique sur la mise au point d'outils et l'état d'avancement des activités en général. Le Groupe consultatif technique s'est de nouveau rencontré au Caire les 29 et 30 octobre 2007.

Comité consultatif de formation de l'ASAP :

- Institué en août 2006 pour fournir des avis quant à l'utilisation de normes, méthodes et outils propres à développer la capacité d'un pays. Il est présidé par le PNUD, et la Banque mondiale et le secrétariat de l'ONUSIDA en sont membres. D'autres coparrains, des institutions et des personnalités sont invités à rallier ses rangs en fonction de l'expertise technique requise. Ce groupe identifie les activités de formation complémentaires susceptibles d'être mises en marche conjointement et conseille sur la qualité et les évaluations des résultats.

3. Aperçu des opérations de l'ASAP – juin 2006-juillet 2007⁴

Les quatre principales prestations assurées ou canalisées par l'ASAP en fonction des demandes formulées par les pays ont essentiellement été : les évaluations par les pairs de projets de stratégies, des soutiens techniques ciblés et d'appui soutenus aux clients, le renforcement des capacités, la mise au point d'outils et directives et la gestion des connaissances.

Conçu pour être un service souple, axé sur la demande, l'ASAP a apporté son soutien à 26 pays pendant sa première année d'existence, touchant la plupart des régions du monde.

⁴ Une description plus complète des opérations de l'ASAP se trouve dans le Rapport figurant en Annexe I.

Des requêtes sont parvenues de la part de responsables nationaux des programmes de lutte contre le SIDA, des coordinateurs pays et des coparrains de l'ONUSIDA ainsi que de la part de quelques grands réseaux du secteur associatif. Les principes qui sous-tendent les interventions du service ont été mis au point au fil de consultations entre partenaires, des rencontres avec le Groupe consultatif technique de l'ASAP (Thaïlande en 2006, Le Caire en 2007) et des réunions de planification du Comité consultatif de formation de l'ASAP (Washington, D.C., 2006). Le soutien assuré par le service a été essentiellement centré sur : (i) la garantie que les stratégies s'étaient sur de bonnes bases épidémiologiques, (ii) l'agilisation des processus de fixation des priorités et de repérage des interventions ayant un impact important et (iii) tout en s'assurant que le besoin de ressources a été estimé et que les plans d'action sont adéquatement calculés. Les enseignements retirés au cours de la dispense d'assistance technique sont régulièrement évalués et le *modus operandi* ajusté afin de garantir la qualité des opérations de l'ASAP.

a) Évaluation par les pairs des projets de stratégie

L'ASAP s'est employé à proposer des revues confidentielles de projets de stratégie en sollicitant l'avis d'un grand nombre de spécialistes. Les inspecteurs ont été sélectionnés sur la base de leurs compétences, de leur familiarité avec le contexte national ou régional et de leur disponibilité. Les avis rendus par ces personnes sont rassemblés dans un document unique d'environ dix pages et transmis au partenaire requérant en l'espace de deux semaines après qu'il ait fait sa demande auprès de l'ASAP. Dans la plupart des cas, les commentaires issus de la revue par les pairs ont été pris en compte dans la stratégie ou le plan d'action final tout en renforçant le document et/ou le processus de mise en œuvre. Depuis novembre 2007, l'ASAP a assuré 15 évaluations par les pairs, 12 pour des pays, une pour un réseau d'ONG au Swaziland, une pour un réseau confessionnel régional et une pour l'Initiative de la Région des Grands Lacs contre le SIDA, un réseau régional de pays d'Afrique de l'Est.

b) Une assistance technique ciblée et exhaustive

Les demandes d'aide spécifique dans des domaines comme le calcul des prix de revient, le classement par priorité, le S&E et la planification d'action émanaient de neuf pays. Un soutien a été assuré par les consultants nationaux, régionaux et internationaux. En maintes occasions, cette demande d'assistance technique concernait des difficultés cernées lors d'une évaluation par les pairs diligentée par l'ASAP.

En outre, dix pays et d'autres partenaires ont demandé un appui soutenu aux fins de mise au point d'un plan stratégique national, en coordination parfois avec d'autres partenaires et bailleurs de fonds. Ce soutien débute généralement par une assistance technique permettant l'examen du plan en vigueur suivi d'une orientation quant à l'organisation du processus de mise en place d'un PSN et au financement des moyens techniques (ex : un consultant expert, des spécialistes en épidémiologie, la prévention, le S&E, le calcul du prix de revient et la planification d'action).

A titre d'exemple d'appui soutenu, la réponse donnée à une requête présentée par le Honduras pour laquelle l'ASAP, sous la direction du Conseil national de lutte contre le SIDA (CNS), a prêté son concours au ministère de la Santé et aux parties prenantes afin

de mettre en forme une nouvelle stratégie de lutte contre le VIH/SIDA fondée sur des éléments probants, axée sur des résultats et assortie d'un budget. Ce type de soutien a été basé sur une démarche de transfert de connaissances afin de réaliser un certain nombre d'analyses fondamentales permettant de rassembler des preuves de l'épidémie et des effets de la riposte nationale. En association avec le Secrétariat de l'ONUSIDA, une analyse des dépenses pour la lutte contre le SIDA a également été entreprise pour guider les efforts de mobilisation de ressources de sorte qu'un "Cycle des résultats de la Stratégie" a été mis en place pour orienter les progrès de la planification stratégique et la préparation du dossier de stratégie.

Un autre exemple d'appui soutenu concerne le sud du Soudan, un travail qui a été coordonné par l'équipe de soutien régional pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord de l'ONUSIDA (MENA RST), le coordinateur-pays de l'ONUSIDA (UCC) et le Dispositif d'appui technique pour l'Afrique de l'Est. Le service ASAP a financé le soutien technique propre à développer les aspects prévention, coût, suivi et évaluation du projet de plan stratégique national. Le projet de plan a été soumis à l'ASAP aux fins d'évaluation par les pairs en novembre 2007.

c) Ateliers de renforcement des capacités.

Conformément aux orientations reçues lors des consultations de Thaïlande, des moyens de renforcer les capacités des pays partenaires ont été fournis par l'ASAP à de hauts responsables politiques et aux personnels techniques pour la planification et le calcul du budget d'une stratégie et d'un plan d'action. Des mandats à l'appui de ces efforts de renforcement des capacités ont été rédigés à l'intention d'un consortium d'institutions censé travailler avec les partenaires du service pour mettre en forme un programme et dispenser une formation à 50 pays en 2007 et en 2008. Un appel d'offre international a été utilisé pour sélectionner un consortium. L'évaluation des soumissions a été effectuée par le PNUD, le secrétariat de l'ONUSIDA et la Banque mondiale en janvier 2007. Un contrat de 500.000 dollars a été accordé à l'Instituto Nacional de Salud Pública (INSP) du Mexique. L'INSP dirige un consortium regroupant sept partenaires régionaux de formation travaillant en étroite collaboration avec l'Institut de la Banque mondiale, les coparrains de l'ONUSIDA, son secrétariat et ses équipes de soutien régional. Ce travail a été placé sous la tutelle du Comité consultatif de formation de l'ASAP.

Un premier atelier pilote à l'intention de responsables de haut niveau venus de 14 pays a été organisé dans les Caraïbes au début décembre 2006, en coordination avec l'évaluation du Programme plurinationnel de lutte contre le SIDA dans les Caraïbes (PPS) organisée par le Secrétariat de l'ONUSIDA et la Banque mondiale. Le premier stage officiel de formation ASAP pour la région s'est déroulé en juin 2007. Avec la collaboration des équipes de soutien régional (RST) d'Afrique, un atelier pour participants anglophones et francophones issus de 17 pays s'est déroulé à Durban, en Afrique du Sud, en novembre 2007. Des ateliers seront organisés dans d'autres régions en 2008.

La demande pour ces ateliers a augmenté au fil des ans et la fréquentation en a été élargie aux collègues des coparrains de l'ONUSIDA, aux bureaux-pays, aux dispositifs d'appui technique et au secteur associatif. Tout cela permettra d'accroître le nombre de personnes

à même de fournir un soutien technique pour faire droit aux requêtes des pays auprès du service ASAP.

d) Mise au point d'outils et directives pratiques

Le renforcement des capacités et le transfert de savoir-faire ont été d'une importance fondamentale pour toutes les opérations du service. Face aux demandes présentées par les pays et suite aux orientations de la réunion en Thaïlande, l'ASAP a mis au point une série d'outils pratiques, des directives et des avis pratiques. Il est possible d'en savoir davantage en consultant le rapport sur l'état d'avancement du service ASAP sur :

- L'outil d'autoévaluation et les directives.
- La feuille de route de la mise en forme d'un plan stratégique.
- Les directives pratiques relatives (i) à la procédure de mise au point d'une stratégie, (ii) au calcul du prix de revient, et (iii) à une planification axées sur les résultats. Une nouvelle étude consacrée à la planification d'action a été discutée lors du stage organisé à Durban pour l'Afrique sub-saharienne et sera parachevée en 2008.

Toute information sur les opérations du service ASAP est disponible sur le site du service qui présente également 43 stratégies nationales, les nouvelles étant postées dès qu'elles sont prêtes. (www.worldbank.org/asap)

Le Secrétariat de l'ASAP

Le Secrétariat du service est réduit, faisant appel au personnel de la Banque mondiale comme à celui des autres coparrains de l'ONUSIDA. L'ASAP a passé des contrats de services avec un certain nombre de spécialistes techniques réputés et se fie à une liste croissante de consultants agréés comme à l'appui facilité ou dispensé par le dispositif d'appui technique de l'ONUSIDA (voir ci- après).

Coordination avec les partenaires

L'un des principaux enseignements tirés de la première année d'existence du service concerne l'importance des partenariats. Ceux-ci ont réuni des co-parrains de l'ONUSIDA et du Secrétariat au niveau mondial et régional comme au niveau des pays. Par ailleurs, l'ASAP travaille en étroite association avec les dispositifs d'appui technique en Afrique de l'Est, en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et dans la région Asie/Pacifique.

Dans leur contexte, les équipes de soutien régional (RST) ont joué un rôle prépondérant en travaillant en étroite collaboration avec leurs UCC, les gouvernements en cause et les partenaires des Nations Unies à l'appui d'un travail de planification stratégique coordonné. Ces initiatives ont renforcé la collaboration et nettement facilité les moyens de planification du service tout en lui permettant d'offrir une aide aux pays.

- Grâce à un accord officiel de financement avec la **RST MENA**, autoévaluation s'est allié à l'ONUSIDA, l'OMS et la Banque mondiale pour financer la mise au point de plans stratégiques dans la région de manière coordonnée, en réponse aux

demandes formulées par les états et les équipes des Nations Unies dans les pays. Cette initiative a débuté au Maroc, au sud du Soudan et en Somalie et devrait enchaîner ensuite avec le Soudan et l'Algérie

- De même, en **Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale**, les RST ont facilité le soutien de l'ASAP aux pays grâce à la consultation de tous les UCC de la région afin de cerner les besoins et les ressources (soit, tous les bailleurs de fonds et prestataires ou soutiens techniques disponibles) afin de déterminer où faire porter son effort de la manière la plus utile. Cette démarche a permis jusqu'à présent au service ASAP, de prendre part aux évaluations par les pairs intervenues au Togo et au Niger, comme de satisfaire à des demandes d'assistance récentes présentées par le Liberia, la RDC et la Côte d'Ivoire à des degrés divers.
- La RST pour les **Caraïbes** a facilité le soutien de l'ASAP à la Jamaïque et à la Barbade fin 2006-début 2007 puis a transmis fin juin une requête au service afin qu'il prête son concours à la mise au point d'une stratégie à Grenade et à St-Kitts-et-Névis. La RST prévoit des demandes provenant de la Dominique, et d'Antigua et Barbuda.
- Lors des rencontres des Partenaires de Kigali vers la mi-juin 2007, l'ASAP a eu des entretiens avec les directeurs des RST pour **l'Amérique Latine, l'Europe, l'Afrique australe et orientale et l'Asie** quant aux moyens de collaborer le mieux possible pendant l'année à venir. Des visites des agents de l'ASAP s'en sont suivies rapidement dans la région Asie/Pacifique et en Europe.

Ressources financières de l'ASAP

Dans le but de financer ses premières opérations, l'ASAP a mobilisé un total de 6 millions de dollars de sources diverses : le Fonds fiduciaire de la cellule mondiale de réflexion⁵ (3,32 millions de dollars), la subvention de la Banque mondiale à l'UBW 2006-2007 de l'ONUSIDA (930.000 dollars), les fonds d'affection spéciale de la Belgique et des Pays-Bas (985.000 dollars) ainsi que des contributions au titre du GHAP (Global HIV/AIDS Program) de la Banque mondiale⁶ (758.000 dollars). Compte tenu de ses engagements actuels, notamment en matière d'ateliers et de formation pour le renforcement des capacités jusqu'à la fin 2008, l'équipe d'évaluation du service ASAP a estimé avec l'accord de son secrétariat que de nouveaux apports financiers deviendraient nécessaires au deuxième trimestre 2008 au rythme actuel des décaissements.

4. Résumé des résultats de l'évaluation du service ASAP

Etant donné le souhait du service ASAP de savoir s'il a fait ce qu'il fallait et comme il fallait –quitte à faire mieux encore à l'avenir- le secrétariat de l'ONUSIDA et l'ASAP ont commandité une évaluation externe de sa première année d'opération.

⁵ Le montant total du Fonds fiduciaire de la GTT s'élevait à 3.671.320 dollars dont 350.000 dollars pour le secrétariat mixte du programme SRP : PNUD/BIRD/ONUSIDA.

⁶ Le budget opérationnel interne de la Banque mondiale pour l'exercice 06-08 qui comprend l'enveloppe du Budget Banque (BB) de 587.000 dollars, une subvention pour la formation de 50.000 dollars et les recettes estimées TF de 120.000 dollars.

Cette évaluation, confiée à trois consultants indépendants expérimentés, de juillet à septembre 2007⁷, portait sur les aspects suivants :

- Caractère approprié et respect des principes d'exploitation énoncés dans le plan de travail intégré initial de l'ASAP (dispenser en temps voulu des services souples, régis par la demande, fournir un appui technique, assurer la coordination avec les partenaires clé, préserver le caractère confidentiel de l'évaluation par les pairs et garantir la cohérence avec l'objectif de l'accès universel).
- Réalisation des objectifs quantitatifs posés par la GTT.
- Qualité des services de l'ASAP, notamment les évaluations par les pairs, les directives pratiques et le programme de renforcement des capacités.

L'évaluation a fait apparaître que "l'ASAP avait, dans l'ensemble, satisfait aux attentes définies dans le projet de plan de travail intégré pour 2006-2007 quant à la quantité et à la qualité du travail accompli dans le respect des principes d'exploitation. L'ASAP est sur la bonne voie quant à l'objectif quantitatif de soutien technique, même si le soutien technique a davantage privilégié la planification stratégique au sens large comparé aux plans d'action".

L'évaluation a également mis en évidence les bons résultats du service ASAP notamment l'évaluation par les pairs et les instruments tels l'outil d'auto évaluation et l'effort de planification d'un programme de renforcement des capacités. L'évaluation a signalé qu'il n'était pas possible d'évaluer l'impact du service ASAP sur la qualité de la planification stratégique et de la planification d'action à ce stade précoce du programme.

L'évaluation a soulevé un certain nombre de questions quant à la manière dont l'ASAP pourrait fonctionner à l'avenir en accordant une attention particulière à :

- la gestion de la demande ;
- la posture du service face aux prestataires de soutien aux fins de planification de stratégie et plan d'action ;
- le réexamen de la notion de confidentialité dans les évaluations par les pairs;
- le financement des opérations de l'ASAP après épuisement des ressources disponibles (d'ici à la mi-2008) ;
- une plus grande efficacité et des résultats effectifs.

Consultation avec les groupes consultatifs de l'ASAP – octobre 2007

En octobre 2007, l'ASAP a organisé les réunions de deux de ses trois groupes consultatifs afin d'examiner les conclusions de l'évaluation et en tirer les conséquences quant à la marche à suivre l'année suivante. La première rencontre a eu lieu le 24 octobre 2007 à New York, réunissant les membres du groupe consultatif ASAP de l'ONUSIDA (accompagné du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies occupant la

⁷ Daniel Tarantola, Clement Chan-Kam, et Dan Ritchie

présidence du Comité des organisations coparrainantes).⁸ La seconde rencontre rassemblait les membres du groupe consultatif technique de l'ASAP⁹ (qui s'était réuni la première fois à Pattaya en Thaïlande en janvier 2006) de même que les pays partenaires au Caire les 29 et 30 octobre 2007.

Les deux réunions ont fait le point des progrès, des réalisations et des défis relevés au cours de la première année de fonctionnement du service, ainsi que les résultats de l'évaluation qui ont été présentés lors de chaque réunion par un des trois membres de l'équipe de consultants.¹⁰

Cadre stratégique de l'ASAP- Recommandations des groupes consultatifs

À l'issue des deux réunions, les participants ont convenu que le service ASAP : (i) avait rempli dans une large mesure son mandat, assumé son rôle et respecté les principes d'exploitation convenus dans les recommandations de la GTT et consignés dans le plan d'action intégré initial ; (ii) devait désormais adapter sa fonction et son mode opératoire à l'environnement mondial en évolution (la transition du financement de projet au financement de programme, par exemple) et à l'intensification des besoins des pays ; et (iii) s'attacher à **approfondir** la portée de sa prestation de services tout en **modulant** sa démarche de manière à accroître ses moyens de satisfaire aux besoins des pays.

Élaborant sur cette large déclaration de soutien, les conclusions de l'évaluation et les orientations des collègues présents aux deux réunions ont abouti aux recommandations ci-après :

Stratégies et plans d'action

- Tout en privilégiant la planification stratégique, l'ASAP doit encourager un lien entre les stratégies et la planification d'action tout en restant à même de proposer des orientations et un appui technique pour la mise au point de plans opérationnels.

Sens de l'appropriation au niveau national et renforcement des capacités

- Dès lors que le service est sollicité pour son soutien technique, la priorité doit être accordée aux consultants nationaux en premier lieu, puis aux consultants régionaux avant de faire intervenir les consultants internationaux.
- Si des consultants régionaux ou internationaux participent, s'assurer de leur contribution au renforcement des capacités nationales.
- Le programme actuel de formation des partenaires nationaux doit se poursuivre. Les efforts doivent redoubler pour capitaliser davantage sur les occasions de renforcer les capacités au moment où un soutien technique est accordé, de jouer

⁸ Représentants des Institutions spécialisées à New York : Sophia Kisting et Susan Leather (OIT), As Sy et Bob Verbruggen (Secrétariat de l'ONUSIDA), Julian Fleet, Lily Ohiorhenuan et Nadia Rasheed (PNUD), Doreen Mulenga et Thilly de Bodt (UNICEF), Kerry Kutch (OMS), Christopher Castle (UNESCO) et Gebrewold Petros (HCR).

⁹ La liste des participants à la réunion du Caire figure en Annexe 2.

¹⁰ M.Clement Chan-Kan et Daniel Tarantola étaient présents aux réunions de New York et du Caire.

un rôle de mentor auprès des personnels techniques nationaux et régionaux et lors de l'évaluation de la performance des consultants.

- Des concours supplémentaires s'imposent si l'on souhaite impliquer des partenaires supplémentaires dans les activités de formation de l'ASAP.

Interface entre l'ASAP et d'autres prestataires¹¹

- L'ASAP et les dispositifs d'appui technique (TSF) doivent intensifier leur coopération actuelle et mettre en forme un organigramme simple précisant leur rôle et celui des autres grands prestataires de services.

Accroissement de la demande

- Rester régi par la demande et apte à réagir face à la demande croissante de planification d'action signifie que l'ASAP devra se doter de moyens humains et financiers supplémentaires et compter notamment sur une participation plus soutenue des institutions de coparrainage de l'ONUSIDA.
- L'ASAP doit envisager un partage des coûts voire des services rémunérés le cas échéant.
- L'ASAP doit rester favorable aux demandes émanant des réseaux du secteur associatif sur une base pilote. Ainsi le service pourrait-il apporter son soutien aux institutions intermédiaires (les réseaux nationaux, régionaux et mondiaux tels que la Civil Society Action Team) dans le but de renforcer les capacités de ces organisations à participer pleinement à la mise au point de stratégies nationales et plans d'action.

Gestion de la demande

- Les équipes de soutien régional (RST) doivent s'employer à identifier les pays qui gagneraient à bénéficier du soutien de l'ASAP et coordonner les demandes de planification de stratégie et plan d'action par le biais d'un point focal dans chaque RST.
- Les coordinateurs pays (UCC) doivent jouer un rôle déterminant pour que la riposte nationale soit reprise à son compte par le pays et fasse l'objet d'un appui coordonné.

¹¹ Il a été décidé de resserrer automatiquement le lien unissant le Service ASAP et les institutions coparrainantes de l'ONUSIDA en impliquant ces dernières dans le renforcement des capacités, en organisant des visites du secrétariat de l'ASAP aux sièges de tous les institutions coparrainantes et en encourageant la participation de ces dernières aux revues par les pairs. Pour ce faire il a été demandé qu' ASAP rédige une clause type le concernant avec l'énumération des éléments à rechercher dans l'évaluation d'une stratégie tout en accordant aux institutions coparrainantes un délai de trois semaines pour faire parvenir leurs commentaires. Dès lors que l' ASAP est saisie d'une demande, elle devrait en informer chaque fois les institutions coparrainantes afin de connaître leur avis quant aux interlocuteurs à rechercher dans le pays. Il importe aussi que les consultants à la charge de l'ASAP demeurent en contact étroit avec l'équipe conjointe des Nations Unies dans le pays, accordant des subventions aux fins de participation des institutions coparrainantes et donnant des consignes quant à l'utilisation de ces fonds.

- L'ASAP doit persister à répondre aux demandes qui témoignent de l'adhésion du gouvernement, des équipes conjointes de l'ONUSIDA et autres partenaires-clé sur le terrain.
- L'ASAP doit aussi gérer en partie la demande en encourageant les pays à mettre en place des plans d'action adossés à des plans stratégiques tout en sensibilisant davantage les parties prenantes quant à la portée de son travail (ex : planification d'action comprise).
- L'ASAP doit développer une stratégie de communication afin de mieux se faire connaître des partenaires et des pays.

Contrôle de qualité et évaluation d'impact

- La mise au point d'outils et procédés opérationnels par l'ASAP doit rester l'objet d'une coordination et d'une consultation des parties prenantes pertinentes (secteur associatif compris).
- L'ASAP s'attachera à élargir son volant de réviseurs hautement qualifiés, y compris ceux qui sont issus du secteur associatif, les institutions de coparrainage et autres parties dotées d'une expérience pratique tout en offrant des incitations appropriées, en imposant des normes de service et en renforçant les capacités.
- L'ASAP doit intensifier l'orientation des consultants en assurant une gestion ciblée de chaque offre de soutien technique en créant des équipes de contrôle de qualité.

Modifications opérationnelles

- L'ASAP doit faire connaître les commentaires recueillis lors des évaluations par les pairs et les commentaires individuels aux évaluateurs, tant pour inciter les collègues à participer à ces revues et que pour renforcer la capacité à entreprendre ces évaluations.
- L'ASAP veillera à la mise au point d'un mécanisme incitatif propre à attirer les évaluateurs.

Marche à suivre

- La prochaine rencontre du groupe consultatif technique aura lieu vers le milieu de 2008 et mettra l'accent sur les plans pour l'année suivante.
- La prochaine évaluation du service devra être menée par l'ONUSIDA vers le milieu de l'année 2009 et se concentrera sur les résultats de l'ASAP.
- Des demandes de rallonges financières devront être présentées aux fins de services améliorés et intensifiés au titre du budget et plan de travail unifié (UBW) interinstitutions.

5 Programme de travail 2008-2009

Suite à l'évaluation de l'ASAP et aux réunions de gouvernance de New York et du Caire, l'ASAP a élaboré un avant projet de programme de travail 2008-2009 présentant deux options : (i) poursuivre son niveau actuel d'activité en insistant sur un contrôle de qualité, une implication plus grande des institutions de coparrainage de l'ONUSIDA avec un budget aux alentours de 5,3 millions de dollars par an et, (ii) élargir le champ de ses interventions en les intensifiant ainsi que l'ont recommandées les réunions de gouvernance, avec un budget de 6,8 millions de dollars par an.¹²

Dans le scénario de référence et le scénario renforcé, l'ASAP prendra les mesures suivantes afin d'améliorer ses services et procédés tout en préservant sa démarche axée sur la demande, souple, ponctuelle et coordonnée :

- Tout en gardant son objectif visant à aider les pays à rendre leur planification stratégique davantage étayée par des faits avérés, organisée par ordre de priorité et assortie de coûts, le service veillera à encourager des liens avec une **planification d'action** par la dispense d'orientations techniques et un soutien pour la mise en place de plans d'action ciblant la mise en œuvre effective et efficace du programme.
- La **qualité de la prestation** sera rehaussée grâce à une implication plus soutenue des principaux partenaires de l'ASAP, notamment l'OIT, le PNUD, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS tout en offrant des incitations aux pairs chargés des évaluations, au secteur associatif comme aux spécialistes réputés. La dispense de services de consultants servira à mieux souligner le rôle de la facilitation et du renforcement des capacités ainsi que l'expertise requise dans les domaines fondamentaux comme les données probantes, les rangs de priorité, le calcul du prix de revient des plans et de la planification d'action. La sélection des consultants et la gestion des résultats des opérations feront l'objet d'une attention accrue dans le cadre d'un contrôle de qualité.
- L'ASAP restera attentive aux demandes provenant des **réseaux du secteur associatif** -sur la base de travaux pilotes, considérant que ces organisations peuvent s'impliquer pleinement dans la mise au point de stratégies et plans d'action nationaux.
- L'ASAP persistera à contribuer au **renforcement des capacités** par le biais de son programme de formation, en veillant à la promotion de consultants nationaux et régionaux tout en accordant une attention marquée à la constitution d'une base de connaissance et un échange de savoir-faire.
- Afin d'améliorer **la coordination et l'harmonisation**, l'ASAP continuera de mettre au point des outils et des modes d'intervention tout en offrant son soutien technique et financier en consultation avec d'autres parties prenantes, notamment

¹² Aucune de ces options ne prend en considération le rôle que l'ONUSIDA en général ou le service ASAP de l'ONUSIDA pourrait être appelé à jouer en aidant par exemple davantage de pays à améliorer plus rapidement leur planification d'action puisque le Fonds mondial autorise le financement de « programmes » en fonction des demandes de plan stratégique.

les dispositifs d'appui technique de l'ONUSIDA et les grands prestataires bilatéraux de soutien technique. L'ASAP mettra sur pied une stratégie de communication afin d'être davantage connue par ses partenaires et par les pays. Elle s'emploiera également à collaborer avec le PNUD et le Secrétariat de l'ONUSIDA quant à la manière d'intégrer la lutte contre le SIDA dans les DSRP et les programmes de dépense à moyen terme de pair avec les institutions coparrainantes, notamment, la Banque mondiale. De surcroît, afin de simplifier et harmoniser la démarche de planification de stratégie de lutte contre le SIDA, l'ASAP se chargera de pressentir les principaux bailleurs de fonds et pourvoyeurs d'appui technique, dans le cadre des Nations Unies comme à l'extérieur, dans le contexte des trois principes en action. Enfin, les agents du Secrétariat de l'ASAP se rendront au siège de chacune des institutions coparrainantes et saisiront les occasions de participer aux réunions des équipes de soutien régional (RST) et des dispositifs d'appui technique (TSF).

- Accédant aux demandes qui lui seront présentées, l'ASAP **continuera d'impliquer** les équipes de soutien régional de l'ONUSIDA ainsi que les coordinateurs-pays dans la promotion d'une reprise à leur compte des programmes par les pays et d'une riposte coordonnée.

Le scénario de référence et les scénarios renforcés

Le scénario de référence part de l'hypothèse que la demande dont le service ASAP est l'objet, se maintiendra à son rythme actuel d'opérations, avec quelque 15 évaluations par les pairs chaque année, un appui technique (ciblé et soutenu) destiné à 25 clients chaque année pour un montant moyen de 100.000 dollars par pays,¹³ et la mise au point d'autres outils, de bonnes pratiques et de partage de connaissances tout en continuant le programme actuel 2007-2008 de renforcement des capacités. Davantage de subventions au titre du scénario de référence permettra une plus grande implication des institutions coparrainantes de l'ONUSIDA dans le soutien au pays et renforcement des capacités, tout en favorisant une participation plus régulière aux évaluations par les pairs et aux processus de contrôle de la qualité.

Le coût du scénario de référence s'élève à 10,6 millions de dollars sur deux ans, (Cf. détails au tableau 1) avec un concours actuellement disponible pour 2007-2008 de 4 millions de dollars pour le biennium sur la part revenant à la Banque mondiale du budget et plan de travail unifié (UBW) de l'ONUSIDA, des ressources de la Banque mondiale, des fonds d'affectation spéciale de la Belgique et des Pays bas ainsi que du Fonds fiduciaire de mise en œuvre de la GTT de l'ONUSIDA. L'ASAP prélèvera 6 millions de dollars au titre du budget unifié interinstitutions afin de réunir les fonds nécessaires au scénario de référence avec 600.000 dollars provenant de fonds fiduciaires bilatéraux.

Le scénario renforcé prévoit les augmentations annuelles suivantes :

- (i) Par pays, le soutien passera d'une affectation moyenne de 100.000 dollars à 135.000 dollars car nous prévoyons la nécessité d'une implication plus

¹³ Montant supérieur par rapport à la moyenne actuelle de 86.000 dollars en raison des variations du taux de change et du besoin d'un contrôle de qualité.

profonde (notamment afin de faciliter le processus de planification et garantir que la planification stratégique débouchera automatiquement sur une planification d'action) ainsi qu'un renforcement accru des capacités et transfert de savoir-faire dans chaque opération de soutien aux pays - 900.000 dollars.

- (ii) Des incitations pour les pairs chargés des évaluations -100.000 dollars.
- (iii) Un accroissement du nombre de candidats à la formation incluant des représentants du secteur associatif, des consultants et agents de l'ONUSIDA ainsi qu'une extension du programme de formation : 300.000 dollars.
- (iv) Un plus grand partage de connaissances et transfert de savoir-faire – 175.000 dollars.

Le coût du scénario renforcé serait de 6,8 millions de dollars par an. L'ASAP prélèvera 8 millions au titre du budget unifié interinstitutions afin de réunir les fonds nécessaires à la mise en œuvre du scénario renforcé et aura besoin de 1,6 millions de dollars provenant des fonds fiduciaires bilatéraux.

Dotation en personnel du secrétariat de l'ASAP

A l'heure actuelle, le fonctionnement du secrétariat de l'ASAP, gestion du programme, administration et contrôle de qualité compris, sans tenir compte des affectations directes au programme, exige 1,25 années - personnes pour la catégorie des administrateurs de rang supérieur, et, une année pour le soutien administratif. Le coût total du personnel représente 600.000 dollars par an soit environ 8,8 % des 6,8 millions de dollars proposés pour un budget renforcé de l'ASAP. Ces effectifs resteront au même niveau dans les deux scénarios

Conclusion

Les réunions du Groupe consultatif à New York et au Caire ont recommandé que l'ASAP sollicite l'autorisation de l'ONUSIDA afin d'élargir et intensifier son service. En conséquence, il est recommandé que le Service opte pour le scénario renforcé étant donné l'importance d'une plus grande assistance aux pays aux fins, notamment, d'une majoration de la planification d'action.

TABLEAU 1 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ASAP 2008-2009
Scénario de référence

	DOMAINE	RÉALISATIONS ATTENDUES	PRINCIPAUX PARTENAIRES	COÛT
1.	Fourniture d'une assistance technique directe aux pays pour la mise en place ou le renforcement de leur stratégie et de leur plan d'action de lutte contre le SIDA sous forme d'évaluations par les pairs, d'une assistance ciblée et d'une assistance technique exhaustive.	(i) 30 évaluations par les pairs à la requête des pays (ii) offre d'appui technique (ciblé et exhaustif) en réponse à la demande de 50 pays ¹⁴	Les gouvernements, UCC et membres des équipes conjointes de l'ONU, spécialistes techniques et TSF.	5 millions de dollars
2.	Renforcement des capacités en matière de planification stratégique, destiné aux décideurs politiques et responsables grâce (i) au parachèvement du programme 2007-2008 de renforcement des capacités ; (ii) à l'extension du programme ; (iii) à la formation des personnels de l'ONUSIDA et des membres du secteur associatif avec orientations à l'intention des consultants.	(i) Ateliers régionaux destinés aux décideurs politiques et responsables en Asie du Sud, au Moyen-Orient et Afrique du Nord ainsi qu'un atelier sur le calcul des coûts en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique ; (ii) Extension du programme de renforcement des capacités à déterminer en fonction de l'étude d'impact de la première phase ; (iii) Formation des personnels de l'ONUSIDA, des membres du secteur associatif avec orientation à l'intention des consultants.	INSP, institutions régionales de formation, TSF, institutions de coparrainage et Secrétariat de l'ONUSIDA	1,9 millions de dollars
3.	Gestion des connaissances y compris le perfectionnement, la mise au point et la diffusion de nouveaux outils, la mise à jour du site ASAP et la production et publication trimestrielle de rapports sur l'état d'avancement des travaux, publications et brochures ASAP.	(i) Perfectionner les outils existant, mettre au point de nouveaux outils et en assurer la diffusion : un nouvel outil sur la planification d'action et d'autres en réponse à la demande. (ii) Produire des rapports trimestriels sur l'état d'avancement des travaux, les publications, brochures et CD-ROM ASAP, en assurer la diffusion.	Les gouvernements nationaux, les institutions de coparrainage et le Secrétariat de l'ONUSIDA, le Groupe consultatif technique.	600.000 dollars

¹⁴ 100.000 dollars par pays.

	DOMAINE	RÉALISATIONS ATTENDUES	PRINCIPAUX PARTENAIRES	COÛT
4.	Politique et promotion	(i) Identifier et présenter les services ASAP lors des manifestations régionales et internationales à venir : (a) Conférence internationale sur le SIDA au Mexique (b) ICASA en décembre 2008 (c) Présenter conjointement avec ACTAfrica la consultation régionale annuelle de l'Afrique sur les stratégies et plans d'action qui se tiendra à Madagascar en 2008. (ii) Offrir des avis aux bailleurs de fonds concernant les stratégies et plan d'action de lutte contre le VIH/SIDA (sur demande) (iii) Vulgarisation avec le Secrétariat et les institutions coparrainantes de l'ONUSIDA, les bailleurs de fonds internationaux, le secteur associatif et autres parties prenantes.	Secrétariat et institutions coparrainantes de l'ONUSIDA, clients de l'ASAP	500.000 dollars
5.	Soutien des institutions coparrainantes de l'ONUSIDA	Faciliter une participation active des institutions coparrainantes dans les interventions de l'ASAP.	Institutions coparrainantes de l'ONUSIDA	2 millions de dollars
6.	Renforcement de la gouvernance au sein de l'ASAP, grâce au Groupe consultatif ASAP de l'ONUSIDA, au Groupe consultatif technique de l'ASAP et au Groupe consultatif de l'ASAP en matière de formation et grâce à la mobilisation de ressources.	(i) Mettre en œuvre les recommandations convenues par l'ONUSIDA et le Groupe consultatif technique à New York et au Caire (Cf. ci-dessus). (ii) Réunion du Groupe consultatif technique de l'ASAP, du Groupe consultatif ASAP-ONUSIDA, du Comité consultatif chargé du suivi et de la mise en œuvre du nouveau plan de travail. (iii) Deuxième évaluation ASAP.	Institutions coparrainantes et Secrétariat de l'ONUSIDA, Groupe consultatif technique de l'ASAP, Groupe consultatif ONUSIDA-ASAP, Comité consultatif ASAP en matière de formation	600.000 dollars
	TOTAL			10,6 millions de dollars

TABLEAU 2 : PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ASAP 2008-2009
Scénario renforcé

	DOMAINE	RÉALISATIONS ATTENDUES	PRINCIPAUX PARTENAIRES	COÛT
1.	Offre d'assistance technique directe aux pays cherchant à mettre en forme ou à renforcer leurs stratégies de lutte contre le SIDA et leurs plans d'action grâce aux évaluations par les pairs et à une assistance technique ciblée et exhaustive.	(i) 30 évaluations par les pairs à la demande des pays ; donner les incitations appropriées ¹⁵ en vue de constituer un noyau élargi de pairs évaluateurs hautement qualifiés qu'ils soient issus du secteur associatif, des institutions coparrainantes ou autres détenteurs d'une expérience pratique ; (ii) dispense de soutien technique (ciblé et exhaustif) à la demande de 50 pays (souhaitant rehausser la qualité de leur démarche) ¹⁶	Gouvernements nationaux, UCC, et membres de l'équipe conjointe des Nations Unies, spécialistes techniques et TSF.	7 millions de dollars
2.	Renforcement des capacités à l'intention des décideurs politiques et responsables de planification stratégique grâce (i) à la réalisation du programme de renforcement des capacités 2007-2008 ; (ii) à l'extension de programme de renforcement des capacités ; (iii) à la formation des personnels de l'ONUSIDA et des membres du secteur associatif avec orientation à l'intention des consultants.	(i) Ateliers régionaux à l'intention des décideurs politiques et des responsables en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ainsi qu'un atelier sur le calcul des prix de revient en Asie de l'Est et dans la région Pacifique ; (ii) extension du programme de renforcement des capacités déterminée en fonction de l'étude d'impact de la première phase ; accent accru mis sur le renforcement des capacités pour la planification opérationnelle ; (iii) formation des personnels de l'ONUSIDA et des membres du secteur associatif avec orientation à l'intention des consultants .	INSP, institutions régionales de formation, TSF, institutions de coparrainage et Secrétariat de l'ONUSIDA	2,5 millions de dollars
3.	Gestion des connaissances y compris le perfectionnement, la mise au point et la diffusion de nouveaux outils, la mise à jour du site Web de et la production et la publication de rapports trimestriels sur l'état d'avancement des travaux, publications et brochures de.	i) Stratégie de communication pour le service ASAP. (ii) Amélioration des outils existants, mise au point de nouveaux outils et diffusion de ces derniers sur les résultats et sur la planification d'action. (iii) Publication de rapports trimestriels, de publications, brochures et CD-ROM ASAP, en assurer la diffusion. (iv) Renforcement des connaissances et transfert de savoir-faire.	Gouvernements nationaux, institutions de coparrainage et Groupe consultatif technique du Secrétariat de l'ONUSIDA.	950.000 dollars

¹⁵ 200.000 dollars pour les revues par les pairs

¹⁶ 136.000dollars par pays.

	DOMAINE	RÉALISATIONS ATTENDUES	PRINCIPAUX PARTENAIRES	COÛT
4.	Politiques et promotion	(i) Identifier et présenter les services ASAP lors des manifestations régionales et internationales à venir : (a) Conférence internationale sur le SIDA au Mexique (b) ICASA en décembre 2008 (c) Présenter conjointement avec <i>ACTAfrica</i> la consultation régionale annuelle d'Afrique sur les stratégies et plans d'action qui se tiendra à Madagascar en 2008. (ii) Offrir des avis aux bailleurs de fonds concernant les stratégies et les plans d'action de lutte contre le VIH/SIDA (sur demande) (iii) Vulgarisation avec le Secrétariat et les institutions coparrainantes de l'ONUSIDA, les bailleurs de fonds internationaux, le secteur associatif et autres parties prenantes.	Secrétariat et institutions de coparrainage de l'ONUSIDA, clients de l'ASAP	550.000 dollars
5.	Soutien des institutions coparrainantes de l'ONUSIDA	Faciliter une participation active des institutions coparrainantes dans les interventions du service.	Institutions coparrainantes de l'ONUSIDA	2 millions de dollars
6.	Renforcement de la gouvernance au sein d'ASAP, grâce au Groupe consultatif ASAP, au Groupe consultatif technique et au Groupe consultatif en matière de formation et mobilisation de ressources.	(i) Mettre en œuvre les recommandations convenues par l'ONUSIDA et le Groupe consultatif technique à New York et au Caire (Cf. ci-dessus). (ii) Réunion du Groupe consultatif technique de l'ASAP, du Groupe consultatif technique (une fois par an) du groupe Consultatif ASAP ONUSIDA (tous les trimestres), du Comité consultatif ASAP de formation pour assurer le suivi et la mise en œuvre du nouveau plan d'action intégré (tous les semestres) (iii) Deuxième évaluation ASAP (2009) (iv) Accroître considérablement les efforts de mobilisation de ressources auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux dans le but de concrétiser le plan d'action intégré de l'ASAP	Secrétariat et institutions coparrainantes de l'ONUSIDA, Groupe consultatif technique de l'ASAP, Groupe consultatif ONUSIDA-ASAP, Comité consultatif ASAP en matière de formation.	600.000 dollars
	TOTAL			\$ 13,6 millions

Bulletin d'information: 15 Octobre 2007

Ce bulletin présente une brève description et une mise à jour des services assurés par l'ASAP à la demande des pays et des régions, l'initiative ASAP de renforcement des capacités, l'évaluation de sa première année d'activité, et les dernières réunions et débats pendant lesquels l'ASAP a été évoqué.

ACTUALITES

A la fin du mois de septembre 2007, **l'Évaluation de l'ASAP** au terme de sa première année a été parachevée et présentée aux partenaires. Les résultats et recommandations seront débattus lors de deux rencontres prévues pour la fin octobre (cf. p X) pour l'orientation à moyen terme des futures opérations de l'ASAP.

Au nom de **l'équipe de soutien régional(RST)/Europe** de l'ONUSIDA, Jonathan Brown, du Secrétariat de l'ASAP, s'est rendu à Tbilisi afin de participer à une réunion de coordinateurs pays (UCC) et du Fonds mondial contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme.

Dans le cadre de la préparation du prochain atelier ASAP de renforcement des capacités prévu pour la région Asie (début 2008), les membres de l'équipe ASAP, Jonathan Brown et Patrick Osewe ont rencontré leurs collègues de la **RST/ Asie et Région Pacifique de l'ONUSIDA**, des INSP, de la BAD et d'autres spécialistes techniques afin de mettre au point la teneur de cette intervention régionale. La réunion s'est tenue à Bangkok les 23 et 24 septembre 2007.

Demandes de services ASAP



Revue par les pairs	 PEER REVIEW
Assistance technique ciblée	 FOCUSED TECHNICAL ASSISTANCE
Assistance technique exhaustive	 COMPREHENSIVE TECHNICAL ASSISTANCE
Eventuel/à venir	 POSSIBLE/UPCOMING

Qu'est-ce que l'ASAP?

Les services ASAP, placés sous la tutelle de la Banque mondiale tout en étant un service de l'ONUSIDA, sont exécutés en consultation avec le Secrétariat de l'ONUSIDA, le dispositif d'appui technique (TSF), les gouvernements et autres partenaires.

Dès sa création, l'ASAP est intervenu dans 31 pays et a apporté son soutien à une initiative régionale ainsi qu'à un réseau du secteur associatif. L'ASAP propose les services suivants :

- Évaluation des projets de stratégies nationales par les pairs.
- Appui technique et financier aux pays et régions dans le but de renforcer leur riposte stratégique face au VIH/SIDA
- Mise au point d'outils propres à aider les pays dans leur planification stratégique.
- Renforcement des capacités pour les décideurs politiques et praticiens à la planification stratégique et à l'élaboration des plans d'action pour renforcer la réponse à l'épidémie de VIH-SIDA

Gouvernance de l'ASAP

Groupe consultatif ONUSIDA ASAP :

- Il représente les principaux partenaires de l'ONUSIDA dans le cadre de la répartition des tâches (UNICEF, PNUD, UNESCO, OIT, OMS, présidence actuelle du CCO de l'ONUSIDA, Secrétariat de l'ONUSIDA et Banque Mondiale)
- Institué pour imprimer une orientation générale aux opérations de l'ASAP.
- Après une première rencontre à Genève en février 2007, il se réunira de nouveau le 24 octobre à New York.
- Un sous-groupe s'est concerté par téléconférence fin mars afin d'arrêter le mandat (TOR) du Groupe consultatif et aborder les dispositions aux fins d'une évaluation externe de la première année de fonctionnement de l'ASAP.

Groupe consultatif technique de l'ASAP :

- Il regroupe des représentants du secteur associatif, du secteur privé des bailleurs de fonds, des institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que des experts internationaux.
- Il s'est réuni initialement en février 2006 en Thaïlande afin de sérier les critères d'une bonne stratégie nationale, les points faibles et points forts communs des stratégies, d'identifier les services que doit proposer l'ASAP en matière d'opérations régies par la demande et de passer en revue la gamme d'outils et de moyens existant déjà.
- Il se réunira de nouveau au Caire les 29 et 30 octobre 2007.

Comité consultatif de l'ASAP en matière de formation :

- Institué en avril 2007, sa mission consiste à conseiller les pays dans l'utilisation de normes, méthodes et outils.
- Il inclut les secrétariats du PNUD (présidence), de la Banque mondiale et de l'ONUSIDA. D'autres coparrains, des institutions et des personnalités sont invités à prêter leur concours en fonction de l'expertise technique requise.
- identifie les activités complémentaires de formation qui devraient être mise en place conjointement et conseille suite aux contrôles de qualité et évaluations.

ACTUALITÉS DES SERVICES DISPENSÉS PAR L'ASAP

1) Évaluation par les pairs des projets de stratégies

L'ASAP a été directement saisie de demandes de la part de Conseils nationaux de lutte contre le SIDA, d'équipes de soutien régional (RST), et de coordinateurs pays (UCC) pour que soient réexaminés des projets de stratégie à titre confidentiel. L'ASAP a donné suite en sollicitant l'avis d'un large éventail de collègues expérimentés au sein des Nations Unies et au-delà, en faisant une synthèse des commentaires émis afin de les transcrire de manière appropriée, et les diffuser aux responsables nationaux de programmes et au coordinateur pays (UCC) de l'ONUSIDA. A ce jour, l'ASAP a facilité une revue par les pairs dans les pays suivants :

- Council of Anglican Provinces of Africa (CAPA)** – par le biais du Tearfund, l'ASAP a été saisi de demandes afin de revoir le projet stratégique de lutte contre Le SIDA, la tuberculose et le paludisme pour le CAPA Des avis relatifs au volet VIH/SIDA de la stratégie ont été fournis pendant la deuxième semaine d'octobre.
- Zambie** – Une équipe d'évaluation ASAP a présenté ses observations fin septembre au Conseil national sur le SIDA concernant le nouveau budget et plan opérationnel de lutte contre le VIH/SIDA conformément au PSN.
- Lettonie** – L'ASAP a présenté les observations des pairs concernant le nouveau projet de stratégie de lutte contre le VIH/SIDA 2008-2012 et le plan détaillé des coûts à la demande du coordinateur pays de l'ONUSIDA pour la Lettonie et les services de Santé publique de ce pays. La revue par les pairs s'est terminée en août 2007.

- iv. **Lesotho** – Pendant le mois de juillet, l'ASAP a présenté l'avis des pairs sur le calcul des estimations de ressources nécessaires, sur demande du coordinateur pays de l'ONUSIDA.
- v. **Sri Lanka** – En réponse à une demande présentée par le directeur du Programme national de lutte contre les MST/SIDA, et par le coordinateur pays de l'ONUSIDA, l'ASAP a communiqué les commentaires de l'évaluation effectuée par les pairs sur le projet de PSN et de plan opérationnel.
- vi. **Ouganda** – A la fin du mois de juin 2007, suite à une demande écrite et une téléconférence de suivi avec tous ses partenaires, l'ASAP a terminé son évaluation du projet de PSN, des ressources requises, des dossiers de suivi et de gestion des résultats pour le compte de la Commission de l'Ouganda sur le SIDA.
- vii. **GLIA (Great Lakes Initiative on AIDS)** – A la demande du secrétariat de la GLIA, l'ASAP a passé en revue le plan stratégique régional et le dossier des coûts en juin 2007. Il vient de recevoir une demande afin d'organiser un soutien technique à la révision de la Stratégie.
- viii. **Jamaïque** – Une demande relayée par l'équipe de soutien régional RST de l'ONUSIDA pour les Caraïbes, concernait l'évaluation du projet de stratégie nationale par des pairs. Cette évaluation a pris fin en mai 2007.
- ix. **Tanzanie** – L'ASAP a présenté au début du mois de mai 2007, les commentaires de l'évaluation effectuée par les pairs du projet de Cadre national stratégique multisectoriel de lutte contre le VIH et le SIDA 2008 – 2012.
- x. **Barbade** – Les commentaires de l'ASAP ont été soumis en réponse à une demande du Directeur de la Commission nationale VIH/SIDA du cabinet du Premier ministre de la Barbade concernant le projet de Plan stratégique national de lutte contre le VIH/SIDA, fin avril 2007.
- xi. **Togo** – L'équipe de soutien régional de l'ONUSIDA pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale a demandé, au nom du gouvernement du Togo, une évaluation du projet de stratégie. L'ASAP a terminé cette évaluation et communiqué l'ensemble des commentaires au gouvernement et à l'ONUSIDA fin mars 2007.
- xii. **Niger** – L'ASAP a effectué une évaluation pour le Niger en réponse à une demande provenant de la RST de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale qui a été communiquée au gouvernement de ce pays au début du mois de mars 2007.
- xiii. **Madagascar** – La Commission de Madagascar sur le SIDA a demandé une évaluation par les pairs de son projet de stratégie, qui a été effectuée par l'ASAP en janvier 2007. Par la suite, le mandat relatif à une étude de l'épidémie a été convenu entre la CNLS, l'ONUSIDA et d'autres partenaires.
- xiv. **Bénin** – L'ASAP a mené à bien une évaluation de la stratégie du Bénin en juillet 2006. En septembre, l'ASAP a été saisie d'une stratégie révisée puis a commandité une évaluation indépendante de l'impact de l'évaluation par les pairs. L'évaluation a conclu que cette dernière avait eu un effet important dans la mesure où elle a mis l'accent sur les groupes démographiques vulnérables, précisant les cibles et évaluant les besoins en ressources. Le fait que la stratégie ait été restructurée a également permis de présenter les sections programmatiques et budgétaires comme faisant partie d'un plan opérationnel séparé.
- xv. **République centrafricaine** – L'ASAP a terminé en juillet 2006 une évaluation par les pairs du projet de PSN pour la République centrafricaine.

2) Assistance technique ciblée.

L'ASAP a été saisie de demandes à des fins d'assistance spécifique dans le domaine du calcul des prix de revient, de la fixation des priorités et de l'évaluation des stratégies précédentes. A ce jour, ce type de soutien a été dispensé et reste accordé à :

- i. **La République de Moldova** – Grâce aux UCO et au mécanisme de coordination pays pour le programme national de lutte contre la tuberculose et le programme national de lutte contre le VIH/SIDA/MST, le service ASAP a reçu une demande début octobre pour un renforcement des capacités dans le domaine de l'analyse des coûts du programme national de lutte contre le SIDA. Une téléconférence aura lieu prochainement avant que tout ne soit mis en place.
- ii. **Togo** – Vers la mi-septembre, l'ASAP s'est entretenu par téléconférence avec les représentants du Programme national de lutte contre le SIDA du Togo, la RCT/Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale (WCA), le coordinateur pays (UCC) pour le Togo et le TSF/WCA afin de mettre en place le soutien de l'ASAP aux fins d'assistance technique propre à l'élaboration d'un plan national opérationnel assorti d'un budget pour 2008- 2009.
- iii. **Burundi** – Au début du mois de septembre, l'ASAP a été saisi d'une demande provenant du CNLS afin de contribuer à cerner divers scénarios de besoins en ressources et un plan opérationnel. Les mandats (TOR) sont en train d'être mis au point.
- iv. **Kosovo** – Le Programme national contre le SIDA et le point de contact de l'ONUSIDA ont engagé des pourparlers avec l'ASAP, qui ont abouti à la décision de fournir un consultant en chef chargé de réviser le PNS ainsi que des spécialistes du calcul des coûts de revient. Les CV ont été envoyés et une sélection devrait être terminée à la mi-octobre, le travail débutant vers la mi-novembre 2007.
- v. **Ouganda** – A la suite des commentaires formulés lors de l'évaluation par les pairs quant aux coûts du nouveau PNS, la Commission nationale de lutte contre le SIDA de l'Ouganda a demandé le soutien de l'ASAP pour défrayer le coût d'un consultant international et cinq consultants locaux en vue de mettre en forme un Plan d'action national prioritaire annuel. Les pourparlers ont débuté à la mi-septembre et le travail, la deuxième semaine d'octobre.
- vi. **Grenade** – La RST de l' ONUSIDA pour les Caraïbes ont fait parvenir à la fin du mois de juin une demande émanant du gouvernement demandant à l'ASAP son soutien afin de financer les services d'un consultant expérimenté, apte à guider la mise au point d'une nouvelle stratégie contre le SIDA. Le consultant a été engagé et prêtera son concours pendant les six prochains mois.
- vii. **St-Kitts-et-Névis** – Dans le style du processus mis en place à Grenade, l'ASAP travaille en étroite collaboration avec l'Equipe de soutien régional (RST) afin de fournir un appui technique à la mise en forme d'une nouvelle stratégie pour les deux pays au cours des six prochains mois environ. Le consultant international débutera sa mission à la mi-novembre.
- viii. **Somalie** – En collaboration avec la RST de l'ONUSIDA /Région MENA, l'UCC pour la Somalie, les représentants des tris commissions contre le SIDA impliquées en Somalie, l'ASAP défraye le coût de services de consultant afin de coordonner les éléments techniques propres à la mise sur pied d'un nouveau plan stratégique au cours des 11 prochains mois Cette dépense est assumée par l' ASAP et la famille de l' ONUSIDA en Somalie. La passation de contrats est en cours et le travail devrait débiter sous peu.
- ix. **Swaziland** – La Coordinating Assembly of NGOs (CANGO) a demandé son soutien à l'ASAP pour développer son premier plan stratégique. Ce soutien est mobilisé par le TSF pour l'Afrique Australe avec l'aide du gouvernement et de l'UCC. Le travail a débuté en juillet 2007.
- x. **Maroc** – Par l'intermédiaire de la RST/MENA, l'ASAP a répondu à une demande de soutien en vue d'adapter le nouveau PSN dans des plans d'action régionaux décentralisés. Une téléconférence entre la RST, l'UCC et le Secrétariat de l'ASAP a eu lieu au début du mois de mai de sorte que l'envoi d'un consultant et la fourniture d'appuis connexes sont en cours.
- xi. **Jamaïque** – Par l'intermédiaire de l'équipe régionale de soutien (RST) pour les Caraïbes, l'ASAP a fourni les services d'un consultant de la liste du TSF/EA afin d'aider le gouvernement

à calculer le coût de son nouveau plan stratégique. Le résultat a été livré à la fin du mois de juin 2007.

- xii. **Guinée** – L'ASAP collabore avec le coordinateur pays de l'ONUSIDA, la RST pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, le gouvernement de la Guinée et la Banque mondiale afin d'apporter son concours à la révision du plan stratégique actuel et la mise au point d'un nouveau Plan. L'ASAP a donné son avis sur le mandat initial préparé pour des services de consultant et essaye, par le biais de l'UCC, d'apporter son aide avec la RST et le TSF/WCA afin de structurer la procédure puis diriger les travaux. Pour cause d'agitation politique dans le pays, la procédure s'est trouvée ralentie pendant la période de janvier à mars 2007 mais elle a redémarré au début du mois de mai 2007. La RST a signalé que dès que l'évaluation sera terminée, l'ASAP sera prié de contribuer à la mise au point d'un plan stratégique chiffré.
- xiii. **Ethiopie** – L'Ethiopia HIV/AIDS Control Organization a demandé son soutien à l'ASAP de toute urgence en vue de sérier les priorités qui serviront à la mise au point de sa proposition pour le cycle 7 du Fonds mondial GFATM. Un épidémiologiste réputé a commencé le travail en mars, puis est retourné en Ethiopie en avril accompagné des équipes Banque mondiale/GAMET (Équipe mondiale de suivi et évaluation du SIDA) pour travailler avec le gouvernement à l'analyse des données nécessaires et la liste des priorités programmatiques.
- xiv. **Tanzanie** – A la demande de TACAIDS, l'ASAP a défrayé le coût du recrutement de deux consultants internationaux et deux consultants locaux afin de contribuer au calcul du prix de revient d'un nouveau Cadre stratégique national et la mise au point du volet environnement propice de ce Cadre.
- xv. **Bhutan** - Le Gouvernement du Bhutan a demandé l'aide de l'ASAP dans sa planification d'action stratégique à l'intention de groupes de parties prenantes en coordination avec le PNUD, l'OMS et la Banque mondiale. Cette assistance a été accordée au début de l'année 2007.
- xvi. **Angola** – L'ASAP a été saisi d'une demande provenant de l'ONUSIDA en Angola afin d'aider la Commission nationale de lutte contre le SIDA à fixer des objectifs d'accès universel et à revoir le Cadre stratégique national 2003-2008. L'ASAP a assumé le financement des services de deux consultants en novembre et décembre 2006 pour aider la CNLS.
- xvii. **Guyana** – Une mission de l'ASAP a prêté son concours au ministère de la Santé pour le calcul du budget du Plan stratégique national en novembre 2006.

3) Assistance technique exhaustive.

Un nombre croissant de pays et d'autres partenaires a demandé un soutien dans la mise au point de leurs plans stratégiques nationaux. En l'occurrence, le soutien de l'ASAP peut commencer avec un concours financier aux fins d'assistance technique propre à aider à la révision des PSN en cours ou à effectuer des analyses de situation. Ce soutien peut enchaîner avec celui consistant à mettre au point un nouveau PSN et plan opérationnel. A l'heure actuelle, l'ASAP offre ce type de soutien aux pays suivants :

- i. **Lettonie** – L'ASAP apporte son concours à la révision et au calcul du prix de revient du Plan stratégique national de la Lettonie à la demande de l'ONUSIDA en collaboration avec l'OMS et autres partenaires locaux. Un soutien technique sera dispensé à compter du milieu du mois de novembre 2007 dans ce pays.
- ii. **Erythrée** - Par l'intermédiaire du coordinateur pays de l'ONUSIDA, l'ASAP a reçu une demande de la National AIDS/STI/TB Control Division (NATCoD) sollicitant son concours à la mise au point du nouveau PSN. Des pourparlers sont intervenus avec tous les partenaires (dont le TSF/EA) concernant la marche à suivre, le mandat et la sélection des consultants. Des consultants ont été choisis pour la mise au point générale de la stratégie, le S&E et le calcul des coûts. Le travail devrait débuter en novembre 2007.

- iii. **Liberia** – A la suite d'entretiens entre les NACP, la RST/WCA de l'ONUSIDA, le bureau de l'ONUSIDA dans le pays et l'ASAP, il a été convenu que ce dernier financerait la synthèse de toutes les données épidémiologiques existantes avant la mise au point du nouveau Plan stratégique national. Le soutien de l'ASAP en matière d'expertise technique pour diriger la mise en place de la nouvelle stratégie et mettre au point le plan de S&E sera assuré avec l'aide du TSF/WCA.
- iv. **Sri Lanka** – En août 2006, à la demande du coordinateur pays de l'ONUSIDA, de la banque mondiale et du programme national de lutte contre les MST/SIDA, l'ASAP a financé les services de deux consultants dans le cadre de l'évaluation du PSN 2002-2006 ainsi que le travail d'un consultant principal pour guider la mise en forme du nouveau Plan stratégique de mars à juin 2007. Au début du mois de juillet 2007, L'ASAP a financé au aide à la mise en place d'un cadre de S&E et de calcul du prix de revient du plan opérationnel à terminer. Les consultants ont été pressentis par le TSF/EAP
- v. **Sud du Soudan** – En association avec la RST/MENA, l'UCC pour le Sud du Soudan et le TSF/EA, l'ASAP finance un soutien technique propre à développer la prévention, le calcul des coûts les aspects de suivi et évaluation du projet de Plan stratégique national. La demande a été reçue fin mai et les services fournis au cours du mois de juillet 2007.
- vi. **Afghanistan** – L'ASAP, en coordination avec l'ONUSIDA, la RST/MENA, l'ONU DC, le Fonds mondial, la Banque mondiale, et d'autres partenaires a aidé le Programme national de lutte contre le SIDA du gouvernement de l'Afghanistan à mettre au point un programme opérationnel afin de mettre en œuvre le nouveau plan stratégique. Le consultant principal, bénéficiant d'un financement ASAP est arrivé en novembre 2006 pour s'acquitter de sa mission, rejoint en février 2007 par un consultant S&E. Le travail s'est terminé en avril 2007.
- vii. **Honduras** – Sous la direction du NAC, l'ASAP intervient auprès du ministère de la Santé et des parties prenantes afin de contribuer à la mise en forme d'une nouvelle stratégie de lutte contre le VIH/SIDA qui se fonde sur des éléments probants, est axée sur les résultats et assortie d'un prix de revient. Cet appui repose sur un transfert de connaissances afin de terminer plusieurs analyses fondamentales permettant de réunir des données sur l'épidémie et son effet sur la riposte nationale. Avec l'aide de l'ONUSIDA-Genève, une analyse des dépenses causées par le SIDA a été entreprise afin d'orienter les efforts de mobilisation de ressources tandis que le " Cycle des résultats de la stratégie" aide à guider les progrès de la planification du document de stratégie. *L'analyse de la situation de l'épidémie au Honduras* est disponible à l'état d'avant-projet et la nouvelle stratégie sera prête en novembre.
- viii. **Zanzibar** – À la demande de la Commission de Zanzibar contre le SIDA, l'ASAP a proposé un appui technique pour la direction de la revue à moyen terme du Plan stratégique national à compter de février 2007. Un projet définitif a été présenté fin avril suivi d'une évaluation technique qui est intervenue au début du mois de mai afin d'évaluer les résultats et proposer des étapes à franchir pour les deux années à venir.
- ix. **Barbade** – L'ASAP et la RST ONUSIDA Caraïbes ont travaillé aux côtés du gouvernement de la Barbade et l'ASAP a financé près de 60 % des coûts liés à la préparation de la Stratégie nationale de lutte contre le VIH/SIDA. Ce travail a débuté en octobre 2006, suivie par une mission d'ASAP en décembre 2006 afin de passer en revue le travail accompli par les consultants et formuler une appréciation sur le projet de stratégie. Le directeur a sollicité par la suite une révision par les pairs du projet de PSN mis à jour (voir plus haut)
- x. **Madagascar** – L'ASAP a apporté sa contribution au travail accompli par le CNLS et le PNUD afin d'intégrer davantage le VIH/SIDA dans le PSRP en proposant les services d'un consultant en juillet 2006. Depuis mai 2007, le CNLS et l'ASAP ont dirigé une équipe, (ONUSIDA, OMS, USAID avec le ministère de la Santé, entre autres) afin d'aider les autorités nationales à mieux comprendre l'épidémie et partant, mieux cibler la réaction nationale. Un processus analytique a été lancé en juillet 2007 et un rapport est attendu pour la fin de l'année 2007. Les résultats de l'analyse serviront d'orientation pour la mise au point du plan opérationnel.

(le texte continue en anglais)

Collaboration between UNAIDS Regional Support Teams and ASAP Facilitates Support to Countries

Over the past several months UNAIDS RSTs have taken on a growing leadership role within their regions by working closely with their UCCs, national governments and UN partners to support for strategic planning work. These initiatives have strengthened collaboration and greatly assisted ASAP's ability to plan and provide support to countries.

- Through a formal funding agreement with **the MENA RST**, ASAP has joined with UNAIDS and the World Bank to fund strategic plan development in the region in a coordinated manner, in response to requests from governments and UN country teams. This work has been initiated in Morocco, Southern Sudan and Somalia (see above) and is expected to continue next in Sudan and Algeria.
- Similarly in **Western and Central Africa**, the RST has facilitated ASAP support to countries through consultation with UCCs in all the countries of the region, to identify needs and resources and then to see where ASAP support could be most useful. So far this approach has led to ASAP support for peer reviews in Togo and Niger. Liberia has just forwarded a request for support to develop their new NSP, and upcoming requests are expected shortly from DRC, Cameroon, Cote d'Ivoire, and Mali.
- Building on earlier work done through the facilitation of the RST for the **Caribbean** in Jamaica and Barbados, in late June ASAP was requested to support strategy development in Grenada and St. Kitts and Nevis. Requests are expected soon from Dominica and Antigua and Barbuda
- During the Kigali meetings in mid-June ASAP also held discussions with RST directors from **Latin America, Europe, Southern and Eastern Africa** and **Asia** to discuss how best to collaborate in the year to come. In Asia this is likely to include provision of capacity building with a focus on costing in late 2007.

ASAP BUSINESS PLAN

The ASAP Business Plan was developed at a workshop of the ASAP Technical Advisory Group in Thailand in early 2006. It has been reviewed by many stakeholders, including participants at the ACTafrica 2006 consultation in Nairobi. It will be updated based on inputs of the UNAIDS ASAP Advisory Group and the ASAP Technical Advisory Group in late October 2007..

ASAP FIRST-YEAR ASSESSMENT

As ASAP completes its first year of operation, it initiated an external review to assess progress made to date and provide guidance for the year to come. Three consultants were engaged to undertake the assignment, which concluded at the end of September 2007.

Specifically, the purpose of the assessment was to determine:

- (i) the extent to which the first year of operations have been carried out in line with the basic operating principles agreed by the GTT and whether these principles are still valid as guidance for future operations, and
- (ii) whether operations have conformed to the expectations set out in the ASAP Business Plan in terms of both quantity and quality of service provided.

"The Assessment team found that ASAP had generally met the expectations set out in the draft ASAP Business Plan for 2006-2007 in terms of the quantity and quality of work and adherence to agreed

operating principles.” The report raises a number of questions regarding the best way to move forward, and these questions will form the basis for discussion in meetings of the UNAIDS ASAP Advisory Group and the ASAP Technical Advisory Group in October 2007, at which time the ASAP Business Plan, services and operating principles and future funding situation will be agreed in order to respond to country needs.

ASAP CAPACITY BUILDING THROUGH TRAINING AND WORKSHOPS

ASAP capacity strengthening work targets high-level policy makers and technical experts in strategy and action planning. A US\$500,000 capacity building contract to provide this training for some 50 countries in 2007 and 2008 was awarded to the INSP of Mexico through a competitive process. The evaluation of the proposals was carried out by UNDP, the UNAIDS Secretariat and World Bank in January 2007. To carry out this work, INSP leads a consortium of 7 regional training partners, and works closely with the World Bank Institute, UNAIDS Co-sponsors and the UNAIDS Secretariat and Regional Support Teams. ASAP capacity strengthening work is guided by the AIDS Training Advisory Committee for Strategy (PRSP and ASAP), Resource Tracking, Mainstreaming and Costing. UNDP chairs this advisory group. Steps taken to date include the following:

- a. The first workshop for high-level policymakers was piloted in the Caribbean in early December 2006 for fourteen countries, in coordination with the review of the Caribbean MAP organized by the UNAIDS Secretariat and the World Bank.
- b. The first official ASAP training for the Caribbean took place in June
- c. In collaboration with the RSTs in Africa, a workshop for Francophone and Anglophone African participants will be held in Durban, South Africa in November 2007.
- d. Workshops for other regions will take place in 2008.



UNAIDS
COLLABORATING CENTER



ASAP TOOLS

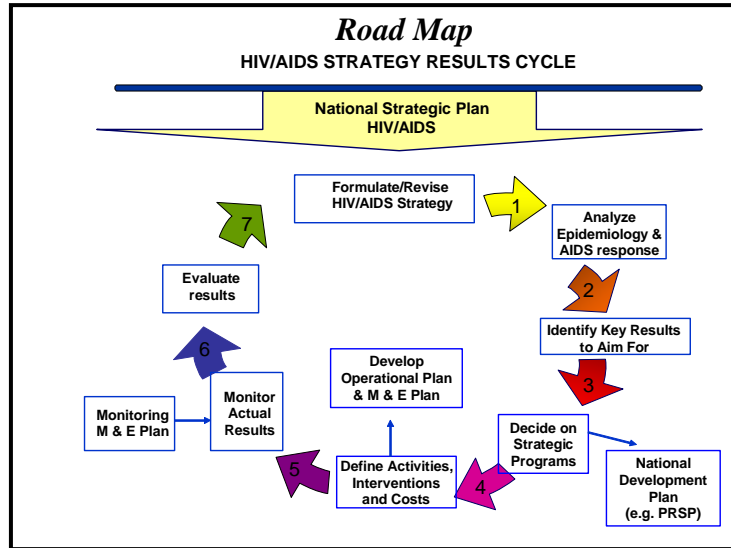
The following practical ‘tools’ have been developed to provide additional support to partners to help strengthen national strategies and action plans

ASAP website (www.worldbank.org/asap) – ASAP is continuing to develop and expand its website to make it a useful tool. The site includes a large number of national strategies, and new strategies continue to be added as they are finalized. The tools described in the rest of this section are all available on the website, and have received positive responses from country-based partners.

Self-Assessment Tool and Guidelines – At the request of the Global Task Team, ASAP developed a strategic Self-Assessment Tool (SAT) and application Guidelines that countries can use to rate their own strategies on the basis of a list of internationally-recommended criteria. The SAT was developed as an excel spreadsheet and has the same general format, “look and feel” as other complementary tools developed by the Global Fund. Using the ratings the tool automatically generates a simple graph to reflect areas of strength and weakness in the strategy. Guidelines are provided to explain the thinking and global experience for each of the criteria, and provides key selected references for more information. This helps to make the SAT and Guidelines consistent with, and linked to, other relevant tools and guidelines, and helps users navigate through the wealth of existing resources.

Many countries have already begun to use the Self-Assessment Tool, both as a planning device in establishing strategies and to assess strategies in draft form. The latest version of the SAT and Guidelines (version 7) are available on the ASAP website, which has recently been updated on the basis of comments from users.

Draft Road Map – The Road Map starts with a review of the situation of the epidemic and the achievements of the national response, which in turn informs the identification of the key results that the national strategy aims to achieve. This ‘results cycle’ is summarized in several clear steps. ASAP is continuing to refine the Road Map to help countries plan the process of doing national strategic planning.



Practice Notes – Based on demand from countries, ASAP produced in May 2007 two practice notes.

- The first, on the process of creating a national HIV/AIDS strategy, will be finalized by end October on the basis of comments received from members of the ASAP Technical Advisory Group and others.
- The second, on the costing of national strategies, has elicited useful comments from colleagues and will be amplified and finalized before the end of the year. Both notes were undertaken with assistance from the National AIDS Commission of Swaziland and the UNAIDS Technical Support Facility for Southern Africa.
- ASAP is also producing a practice note on facilitating a results-focus in strategy formulation based on experience in reviewing 28 national strategies.

COORDINATION AND ALIGNMENT

Over the last year ASAP has been discussed with several stakeholders in order to improve understanding of the services offered, to identify roles for partners and to increase coordination. UNAIDS Global Coordinators have received two briefings on ASAP in the last year. In addition, the following briefings were presented:

July 2006	Briefing to UNAIDS Technical Support Facilities (TSFs)
Aug 2006	ASAP met with representatives of the GFATM and PEPFAR as part of the ASAP working group formed by these donors and the World Bank in January 2006. ASAP met with UNAIDS regional managers at the Toronto AIDS Conference. Discussions with the UNAIDS RST in Asia are ongoing to work together within the framework of a program with the Asian Development Bank.
Sept 2006	Briefing to the Southern Africa UNAIDS Country Coordinators
Nov 2006	Briefing to the UNAIDS Secretariat and UNODC staff
Feb 2007	Briefing at the UNAIDS WCA Regional Management Meeting in Dakar
Mar 2007	Briefing was provided to the Asia-Pacific UNAIDS Regional Management Meeting, which provided an opportunity for further discussion of harmonization of costing approaches.
April 2007	ASAP met with UNAIDS Representative for Latin America for briefings about ASAP work in the region. In addition, ASAP made two presentations in the IV HIV/AIDS LAC Forum held in Argentina.
June 2007	ASAP made two presentations at the PEPFAR Implementers' Meeting in Kigali, Rwanda
Aug 2007	ASAP presented at the International Conference on AIDS in Asia and the Pacific, in Colombo, Sri Lanka, as part of a symposium session on Universal Access and the GFATM (organized by UNAIDS RST for Asia and the Pacific and GFATM)

SOME LESSONS LEARNED

The following are some of the lessons learned from ASAP's first year of operations, drawing on the *ASAP Practice Note on Preparing National AIDS Strategies*:

Availability and use of epidemiologic and surveillance data

Strategies need to be built upon reliable data. Countries need to bring together and analyze existing data, identify important data gaps, and then take steps to fill them.

Prioritization

For a strategy to make a real impact, it is essential that it reflect a manageable and affordable number of high priority results to aim to achieve – based on good understanding of the epidemic, and of the results of the national response.

Government ownership

Strong involvement of the national AIDS coordinating body is key in the development of a national strategic plan and national action plan. Selecting and adopting priorities, for instance, is a task that cannot be delegated to consultants.

Early planning

The quality of the consultative process, the technical support provided, and any external review will all benefit from early planning that allows sufficient time for all of these inputs. As a result, the quality of the final strategic document will benefit as well.

RÉUNION DU GROUPE CONSULTATIF TECHNIQUE
29-30 octobre, 2007
Liste des participants

1. Stefano Bertozzi
National Institute of Public Health
Universidad 655, Santa Maria Ahuacatlán
Cuernavaca, Morelos 62508, México.
Tél. : +52 777 2393069
E-mail : sbertozzi@correo.insp.mx
2. Jonathan Brown
Operations Adviser, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433, USA
Tél. : +1 202 473 2469; Fax: +1 202 522 1252
E-mail : jbrown3@worldbank.org
3. Joumana Hermez
Technical Officer
Regional Office for the Eastern Mediterranean, WHO
Abdul Razzak Al-Sanhouri St., Nasr City
Cairo, Egypt. 11371; P.O. Box 7608 Nasr City
Tél. : +202 276 5000; Fax: +202 276 5292
E-mail : Hermezj@emro.who.int
4. Carol Jacobs
Chair - National HIV/AIDS Commission
Prime Minister's Office
Warrens Office Complex, Warrens
St. Michael, BB12001, Barbados
Tél. : +1 246 310 1004 ; Fax: +1 246 421 8499
E-mail : cjacobs@hiv-aids.gov.bb
5. Pradeep Kakkatil
Chief, Technical Support Unit
UNAIDS
20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. : +41 22 791 3033; Fax: +41 22 791 4880
E-mail : kakkatilp@unaids.org
6. Lombe Kasonde
Operations Analyst, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433, USA

Tél. : +1 202 458 8861; Fax: +1 202 522 1252
E-mail: lkasonde@worldbank.org

7. Anthony Kinghorn
Director
TSF Southern Africa
Health and Development Africa (Pty) Ltd
Postnet Suite #129, Private Bag X7, Parkview, 2122, South Africa
Tél : +27-11-484-8217/8 Fax: +27-11-484-6782/8238
E-mail: akinghorn@tsfsouthernafrica.com; akinghorn@hda.co.za

8. Marie Laga
Institut de Médecine Tropicale
Nationalestraat 155
2000 Anvers, Belgique
Tél. : +32-3-2476316
E-mail : mlaga@itg.be

9. Stefano Lazzari
Senior Health Advisor
The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria
Chemin de Blandonnet 8
1214 Vernier, Genève, Suisse
E-mail : Stefano.Lazzari@TheGlobalFund.org

10. Jan Leno
Senior HIV/AIDS Specialist, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433, USA
Tél. : +1 202 473 4930; Fax: +1 202 522 1252
E-mail : jlno@worldbank.org

11. Ann Lion
Office of the US Global AIDS Coordinator
U.S. Department of State
Washington, D.C. 20522-2920
Tél. : +1 202 663-3848
E-mail : LionAK@state.gov

12. Luiz Loures
UNAIDS
20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. : +41 22 791-4698
E-mail : louresl@unaids.org

13. Elizabeth Lule
Manager, ACTafrica

World Bank
1818 H Street, NW, MSN J9-902
Washington, DC 20433, USA
Tél. : +1 202 473 3787
E-mail : elule@worldbank.org

14. Elizabeth Mziray
Operations Officer, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433
Tél. : +1 202 458 7036; Fax: +1 202 522 1252
E-mail : emziray@worldbank.org
15. Michael O'Connor
Executive Director
Interagency Coalition on AIDS and Development (ICAD)
1 Nicholas Street, Suite 726
Ottawa ON K1N 7B7, CANADA
Tél. : +1 613 233-7440 ex13; Fax : +1 613 233-8361
E-mail : mconnor@icad-cisd.com
16. Lily Ohiorhenuan
Senior Policy Adviser, Bureau for Development Policy, UNDP
304 East 45th Street, Room 1048
New York, NY 10017, USA
E-mail : lily.ohiorhenuan@undp.org
17. Patrick Osewe
Senior Public Health Specialist, World Bank Institute
World Bank
1818 H Street, NW, MSN J3-302
Washington, DC 20433
Tél. : +1 202 458-5905
E-mail : posewe@worldbank.org
18. Carlos Roberto AGUILAR PINEDA
Subsecretario (Vice-Ministre)
Secretaría de Salud
Barrio El Centro Contiguo al Correo Nacional
Tegucigalpa, Honduras
Tél. : 504-9990-6701
E-mail : craguilar27@yahoo.com
19. Saif-ur-Rehman
National AIDS Control Program Director
MoPH Afghanistan
Tél. : 0093700684321

E.mail : saifurrehman.dr@gmail.com

20. Iris Semini
Regional Programme Advisor
UNAIDS Regional Support Team
Middle East and North Africa
Tél. : +20 2 2765338; Fax: +20 2 2765427
E-mail : seminii@unaid.org
21. Michel Sidibe
Deputy Executive Director
UNAIDS
20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. : +41 22 791 3392; Fax: +41 22 791 4880
E-mail : sidibem@unaid.org
22. Mariângela Batista Galvão Simão
Ministry of Health - Unit III
Brazilian National AIDS Programme
Direction
SEPN 511, Bloco C, 2º andar
70750-543 - Brasília - DF
Tél. : +55 (61) 3448-8001 to 8006; Fax: +55 (61) 3448-8224
E-mail : mariangela.simao@ aids.gov.br
23. Cheikh Tidiane Tall
Executive Director
African Council of AIDS Service Organizations (AfriCASO)
9513, Sacré Coeur III, P.O. Box 28366
Dakar - Medina
Senegal
Tél. : +221 867 3533; Fax: +221 867 3534
E-mail : cttall@africaso.net, africaso@sentoo.sn
24. Daniel Tarantola
Professor of Health and Human Rights
School of Public Health and Community Medicine
Faculty of Medicine
Samuels Building, Level 2, Room 228
The University of New South Wales
SYDNEY NSW 2052 AUSTRALIA
Tél. : (+61) (2) 9385 8268; Fax: (+61) (2) 9385 1036
E-mail : d.tarantola@unsw.edu.au
25. Oussama Tawil
Director
UNAIDS Regional Support Team, Middle East and North Africa
UNAIDS

Tél. : +20 2 2765338; Fax: +20 2 2765427
E-mail : tawilo@unaids.org

26. George Tembo
Chief, Aid Effectiveness Unit
UNAIDS
20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. : (41) 22 791 1558; Fax: (41) 22 791 4880
E-mail : tembog@unaids.org

27. Bob Verbruggen
Programme Management Adviser
UNAIDS
20 Avenue Appia, 1211 Genève 27, Suisse
Tél. : (41) 22 791 1694; Fax: (41) 22 791 4880
E-mail : verbruggenb@unaids.org

28. David Wilson
Lead M&E Specialist, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433
Fax : +1 202 522 1252
E-mail : dwilson@worldbank.org

29. Derek Von Wissel
Director, National Emergency Response Council on HIV/AIDS (NERCHA)
P.O. Box 1937
Mbabane, Swaziland H100
Tél. : +268 404 1703
Fax : +268 404 7300
E-mail : dvwi@nercha.org.sz

30. Debrework Zewdie
Director, Global HIV/AIDS Program
World Bank
1818 H Street, NW, MSN G8-802
Washington, DC 20433
Tél. : +1 202 473 9414; Fax: +1 202 522 1252
E-mail : dzewdie@worldbank.org